Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire de Paris
25 et 26 novembre 1978

Sommaire

La présidente (Colette Audry) 1
Pérédinsino (Pyrénées Orientales) 1
Girard (Puy de Dôme) 2
Rumeau (Lot-et-Garonne) 2
Daniel Frachon 4
Jean-Paul Bachy 7
Fontaine (Charente-Maritime) 9
Michel Rocard 10
Georges Sarre 16
Pierre Mauroy 19
Scholtès (Aveyron) 27
Pierre Mauroy 28

Séance du dimanche 26 novembre 1978.

La séance est ouverte sous la présidence de Colette Audry.

La présidente (Colette Audry)

Camarades, le débat continue. J'ai encore plusieurs orateurs inscrits. Dès que le débat sera achevé, Pierre Mauroy vous lira la liste de la Commission des résolutions.
J'appelle la camarade Pérédinsino (?) des Pyrénées Orientales. Je donnerai ensuite la parole à Girard du Puy de Dôme.
Comme hier, je demande aux camarades qui interviennent d'être respectueux du temps de parole.

Pérédinsino (Pyrénées Orientales)

Camarades, dans le but d'être brève, je n'interviendrai que sur un point très précis.
La fédération des Pyrénées Orientales émet toutes réserves sur le texte proposé par le Bureau exécutif.
Si l'on considère les propositions des fédérations, toutes ont exprimé plus ou moins fermement un désir de régionalisation effective.
En ce qui concerne les élections au Comité directeur, il est étonnant que rien ne subsiste de cette proposition, sauf au niveau des délégués départementaux réunis par tendance, vœu pieux qui ne représente pas véritablement un désir, sinon un devoir de tenir compte d'une représentation régionale.
Ces assemblées de tendance, soit dit en passant, nous paraissent nuisibles à

Fondation Jean Jaurès

l'image du Parti et dangereuses pour son unité à venir.
Je demande à la Commission des résolutions, au nom de la fédération des Pyrénées Orientales, de répercuter la volonté de la base, c'est-à-dire de prendre en compte une réelle représentation régionale et de ce fait montrer notre volonté autogestionnaire.
Très récemment, le peuple autrichien s'est déclaré hostile au nucléaire. Pour autant qu'il lui en coûte, le chancelier Bruno Kreisky a pris acte de la volonté nationale.
Je vous le demande, serions-nous moins démocrates qu'un social-démocrate ?
(Applaudissements)

La présidente - Girard ? Ensuite Rumeau du Lot-et-Garonne.

Girard (Puy de Dôme)

Je vais donner l'exemple de la brièveté, car tous les points qui ne sont pas évoqués dans le règlement national dont je voulais parler, ont déjà été évoqué hier, sauf un sur lequel je voudrais attirer votre attention et qui concerne le point 4.
La fédération du Puy de Dôme demande qu'on ajoute un paragraphe concernant les Conseils régionaux. Je veux dire par-là, l'élection des Conseils régionaux par les Conseils généraux.
Notre fédération a failli éclater il y a deux ans du fait d'un conflit très grave qui a surgi entre le groupe Socialiste au Conseil général et la Commission exécutive, l'un et l'autre se prétendant habilités à désigner les conseillers régionaux.
Je sais qu'il y a eu d'autres problèmes dans d'autres fédérations. Le problème va se reposer au mois de mars prochain, après le renouvellement des Conseils généraux, et ce genre de crise n'existe que parce qu'il n'y a pas de texte. Par conséquent, je ne vois vraiment pas pourquoi on n'ajouterait pas un point E après le Parlement européen concernant les Conseils régionaux.
Le texte que nous proposons et que je demande à la Commission des résolutions de prendre en compte est le suivant :
Les candidats du Parti au Conseil régional, désignés par les Conseils généraux sont élus par les Commissions exécutives fédérales après consultation d'une Commission mixte composée par moitié de représentants du groupe Socialiste au Conseil général et de représentants du Bureau fédéral.
A la limite, nous sommes prêts à accepter n'importe quel texte, pourvu qu'il y ait un texte !
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Rumeau du Lot-et-Garonne.
Ensuite, Frachon des Yvelines.

Rumeau (Lot-et-Garonne)

Camarades, j'arrive de ma province lointaine avec toute ma naïveté. Il y a à

Fondation Jean-Jaurès

Paris des spectacles sur lesquels je ne suis pas blasé. Ce matin, en prenant le métro, j'ai vu un pauvre vieux, mal vêtu, tombant en arrêt devant un mégot. Il n'a pas bougé, il a attendu que le train démarre, et puis il l'a ramassé. Eh bien, camarades, tant qu'il y aura en France une personne âgée, une seule, à qui nous n'aurons pas donné un mode de vie préservant sa dignité, je dis qu'il faudra se battre, et François Mitterrand l'a montré hier avec beaucoup plus de talent que je ne saurais le faire. Il faudra se battre en oubliant nos querelles subalternes, pour tout dire byzantines !

Je vais maintenant... J'ai dit hier avec peut-être un excès de vigueur ce que nous pensions de la manie qu'a le Bureau exécutif de nous indiquer sans cesse le bon choix... (applaudissements)... je vais maintenant le répéter à propos de cette autre instance émanant du sommet qui s'appelle une Commission des résolutions et qui s'arroge le droit exorbitant de dire aux délégués ce qu'il est bon de choisir. Je prends un exemple simple : la limite d'âge. Certains sont pour, d'autres sont contre.

Ne serait-il pas, Bon Dieu, possible de voter pour ou contre, sans avoir à subir le label d'une Commission des résolutions ? Comment voulez-vous que l'on synthétise le oui et le non ?... En oui mais ?

Pour ce qui concerne les deux principaux points : élections au Comité directeur et élections au Parlement européen, ce que j'ai entendu hier de la part des délégués des fédérations m'a fait plaisir. Cela montre que la fédération du Lot-et-Garonne est très loin d'être seule à proposer le vote direct et régionalisé des militants. Nous ajoutons, pour que la démocratie soit totale, la notion très importante de vote préférentiel des militants.

Au passage, je remarque que, curieusement, vous avez retenu ce vote préférentiel pour les sénatoriales à la proportionnelle, mais il semble que cette démocratie-là ne soit pas bonne pour le Comité directeur.

Ces propositions, où beaucoup de fédérations trouveront la solution aux soucis qu'elles viennent d'exprimer et qu'il sera difficile à la Commission des résolutions d'ignorer, nous paraissent meilleures que les textes du Bureau exécutif. Notre fédération les a votées à l'unanimité, tous courants confondus, et cela, c'est peut-être aussi une première.

En ce qui concerne le Comité directeur, c'est vrai que la proposition du Bureau exécutif est une avancée par rapport à ce qui existe, par rapport à la cooptation. Certains de nos camarades ont dit hier que c'est une étape, mais pourquoi une étape, si on peut faire mieux ?

Notre texte, je pense qu'il est meilleur parce qu'il introduit le vote direct et le vote préférentiel. Le voici :

"Comité directeur. La totalité des membres du Comité directeur est élue directement en réunion de section, par région, chacune ayant droit à un nombre de postes proportionnel au vote des motions dans les régions. Les candidatures sont libres et les responsables régionaux et fédéraux s'efforceront en cas de pénurie d'en susciter un nombre supérieur au nombre de postes dans chaque courant afin que le contrôle politique des militants de chaque courant soit réel et qu'on en finisse avec la cooptation réelle ou déguisée."

Contribution Jean-Pierres

Cela veut dire qu'il y aura des éliminations, bien sûr, mais la différence avec ce qui existe aujourd'hui, c'est que les éliminations ne seront pas le fait des dirigeants pour les gens en queue de liste, mais seront le fait des militants.
"Le vote préférentiel. Chaque position sur la liste rédigée par les militants donnant un nombre de points décroissant, les candidats obtenant les meilleurs scores sont alors élus au Comité directeur, à cette réserve près que si le nombre des femmes n'atteignait pas 20% les premières d'entre elles remplaceront les derniers des hommes jusqu'à concurrence de ce pourcentage.
"En ce qui concerne le Parlement européen - notre texte, là, s'inspire du même principe et là je vais faire hurler tous les phallocrates de cette salle - nous préconisons l'établissement, proportionnellement au nombre d'électeurs de la région, de listes régionales par courant, par un vote direct et préférentiel des militants qui auront à classer dans chaque courant, une liste hommes et une liste femmes de manière qu'il y ait 50% de femmes élues. La Convention nationale, uniquement à partir de ces listes résultant du vote des militants, établira la liste définitive, en alternant du début à la fin une femme et un homme, en commençant par une femme puisqu'elles sont les plus nombreuses dans l'électorat et en prenant chaque région à tour de rôle, et en respectant la proportionnelle des courants. A égalité de critères pour deux candidats : même région, même courant, même sexe, c'est toujours le vote préférentiel initial des militants sur les listes régionales qui prévaudra pour le classement définitif.
Voilà ce que nous proposons pour le Parlement européen.
En ce qui concerne la tenue des Congrès, nous proposons que le système de 3 mois, 2 mois, 1 mois, soit doublé. C'est le système de délais. Nous proposons de le remplacer par 5 mois, 4 mois et 2 mois, deux mois avant le Congrès les motions étant publiées de façon que les sections puissent en discuter sérieusement.
Ensuite, concernant le cumul des mandats, simplement un amendement que nous avons voté et qui émanait d'une contribution d'une autre fédération dont je ne me souviens plus exactement et qui à lui seul réglerait les problèmes financiers du déficit de Combat Socialiste :
"En cas de cumul entre parlementaire national et parlementaire européen, reverser l'une des deux indemnités au Parti..."(applaudissements)
Tous ces textes, vous les trouverez dans les feuilles roses que je vous ai distribuées hier.

La présidente - J'appelle Jean-Paul Bachy, après Frachon des Yvelines.

Daniel Frachon

Chers camarades, la fédération des Yvelines s'est prononcée dans l'ensemble pour les propositions du Bureau exécutif, en complétant certaines de ces dispositions qui vont dans le sens d'une meilleure démocratie, en refusant deux dispositions : l'une concernant le Parlement européen, et l'autre les Jeunesses Socialistes, et en apportant quelques compléments qui nous paraissent intéressants.

Collection Fondation Jean Jaurès

En ce qui concerne les amendements de précision, disons tout de suite que nous sommes dans l'ensemble assez d'accord avec un grand nombre de propositions qui ont été exposées par d'autres fédérations, en ce qui concerne notamment le renforcement du cumul des mandats, c'est-à-dire en faisant rentrer dans ce champ du cumul le Parlement européen, en préférant plutôt, à une limite d'âge, la limite du mandat dans le temps.
En ce qui concerne le problème de la désignation des directions nationales, nous estimons qu'il serait souhaitable que les assemblées nationales de courants, soient un peu plus larges que celles qui sont prévues par le dispositif, notamment en faisant en sorte que, pour la première tranche de mandat des GSE nationaux, les fédérations soient représentées par 2 délégués et non pas par un délégué.
En ce qui concerne le secteur d'entreprise, nous souhaitons qu'au niveau des groupes des GSE nationaux, ceux-ci disposent d'un peu plus de moyens, et notamment aient la possibilité de saisir le Comité directeur sur les propositions concernant les différentes branches.
En ce qui concerne l'élection du Président de la République, le 2ème tour tel qu'il est défini nous paraît assez clair et nous serions d'accord pour un 2ème tour se passant entre les deux candidats arrivés en tête, soit de préférence de nouveau devant les militants, soit si nécessaire en faisant un compromis sur ce point-là au niveau du Congrès.
J'en arrive maintenant aux deux points que nous refusons : le Parlement européen et les Jeunesses Socialistes.
En ce qui concerne le Parlement européen, les militants de la fédération des Yvelines ont estimé que le processus qui est proposé, s'il améliore les propositions initiales, est encore loin d'une désignation démocratique qui est voulue par l'ensemble des militants de cette fédération.
C'est la raison pour laquelle nous avons réfléchi à un système qui consisterait - et nous le versons au débat de la Commission des résolutions - à faire désigner les 5 premiers de la liste par la Convention nationale du Parti, le reste de la liste étant désigné par les régions au niveau d'un re-découpage des régions permettant notamment que chaque région ait deux représentants et parmi ces deux représentants, une femme. Du même coup, cela réglerait la représentation des femmes.
Bien entendu, ce dispositif est surtout très valable pour les places qui se situent entre la 6ème et la 21ème.
En ce qui concerne les Jeunesses Socialistes, nous avons une position qui ne date pas de cette Convention puisque déjà au dernier Congrès nous étions pour un mouvement autonome des Jeunesses Socialistes avec des directions désignées démocratiquement.
Dans le débat d'hier, certains sont intervenus sur ce thème en disant : avant de se prononcer pour des structures de modifications, il faudrait se prononcer sur le fond. Nous pensons simplement que pour pouvoir parler sur le fond de ces problèmes et les régler en terme d'orientation. Il faudrait qu'il existe dans le Parti un groupe plus structurellement organisé, permettant cette pression, car on trouvera toujours de bonnes raisons pour retarder ce débat au niveau des

Conventions. Le calendrier des prochains mois ne laisse pas beaucoup de place pour une Convention sur les jeunes. Nous sommes donc pour un mouvement des jeunesses Socialistes relativement autonome, avec des directions désignées démocratiquement. Et, pour un souci d'efficacité, dans le cadre de cette Convention, nous avions, dans la première partie du débat proposé un texte qui a été publié comme contribution des fédérations, mais nous avons constaté que le texte de la fédération du Pas-de-Calais était très voisin du nôtre ; il a l'avantage de pouvoir s'intégrer dans le dispositif actuel, sans nécessiter pour le moment une réforme des statuts, et nous serions, en ce qui nous concerne, d'accord pour appuyer ce texte.

En ce qui concerne, je dirai les propositions d'amendements, nous avons beaucoup débattu dans notre fédération du droit de saisine des militants. Il nous semble intéressant pour le Parti, qui se recommande de l'autogestion, qu'indépendamment de notre mécanique institutionnelle qui fait que les textes qui sont soumis au vote des militants sont des textes de synthèse élaborés au niveau de la structure nationale, il puisse de temps en temps, sur un certain nombre de choses, être débattu et voté dans nos instances des textes émanant des militants.

Bien sûr, il faudrait des seuils, plusieurs centaines de militants répartis sur plusieurs fédérations, mais pourquoi ne pas innover dans ce domaine ? Je crois que cela correspondrait à notre souci d'une démocratisation du Parti toujours plus accentuée.

Nous avons également débattu beaucoup de l'organisation régionale. C'est peut-être un problème qui est très sensible dans la région parisienne, mais nous avons constaté que les régions, maintenant, étaient dotées d'institutions régionales, avec des pouvoirs importants dans des domaines non négligeables, et qu'à ce niveau-là il n'existait pas de capacité collective de décision politique.

Nous souhaiterions que ce problème soit examiné au niveau de la Commission des résolutions pour qu'enfin au niveau des régions il puisse y avoir un système permettant un contrôle très précis des élus, des institutions régionales.

Enfin, j'en terminerai sur le problème des finances du Parti.

Nous sommes d'accord avec ce qui a été dit par un bon nombre de fédérations sur le système de cotisation nationale et le système de péréquation pour aider les petites fédérations à se développer, mais nous disons que le problème des finances du Parti, ce n'est pas simplement le problème des cotisations, il faudrait qu'en ce qui concerne l'ensemble des ressources et des dépenses du Parti la Commission de Contrôle Financier soit dotée d'un pouvoir plus important et que l'ensemble de ces choses soit parfaitement transparent à l'intérieur du Parti.

Voilà, mes camarades, résumés très brièvement, les travaux de la fédération des Yvelines.

La présidente - Merci.

Jean-Paul Bachy, ensuite Fontaine.

Fondation Jean Jaurès

Jean-Paul Bachy

Mes chers camarades, vous qui avez depuis hier suivi attentivement le déroulement des travaux de cette Convention, je crois que vous constaterez comme moi qu'il y a eu finalement deux débats successifs :

Un débat finalement, hier, de pure politique, et ce matin un débat un peu d'une autre nature, extrêmement technique, précis, et je suis pour ma part frappé de la qualité et de la précision des différentes contributions des fédérations qui nous arrivent.

En réalité, je crois qu'il y a un lien entre ces deux débats.

La Convention d'aujourd'hui est, en effet, une Convention qui doit, à notre sens, déboucher sur ce que doit être la conception du Parti Socialiste, et je crois que nous devons savoir gré à Pierre Mauroy d'avoir organisé cette Convention dans cet esprit et dans cette perspective, car il est important qu'à l'heure qu'il est nous réfléchissions effectivement, collectivement, dans notre Parti, sur ce qu'il doit être.

Le Parti Socialise, depuis Epinay, a connu une première phase qui a été une phase de regroupement de tous les Socialistes.

Aujourd'hui, je crois que nous entamons une seconde phase, qui est, après une certaine affirmation électorale, la phase de la pleine organisation d'un Parti Socialiste en tant que parti de masse et en tant que parti représentatif du monde du travail.

Nous sommes dans un contexte particulier. Ce contexte particulier, c'est l'aggravation de la crise économique, c'est le chômage, beaucoup d'orateurs l'ont souligné depuis hier, et je dirai que cette situation crée pour le Parti de nouvelles obligations.

Face à cette crise, en effet, nous observons un repli sur soi du Parti Communiste, une espèce de peau de chagrin, un durcissement qui s'accompagne en même temps, je dirai, de l'abandon ou du moins d'un retrait sur certains terrains de lutte.

Cela nous oblige à occuper le terrain où le Parti Communiste avait jusque là un relatif monopole et, par conséquent, à déterminer des modes d'organisation internes et externes qui permettent au Parti Socialiste de jouer pleinement son rôle.

A cet égard, moi, je voudrais que la Convention débouche au moins sur trois résolutions ou trois choses extrêmement précises.

Beaucoup de camarades sont intervenus, et je crois qu'ils traduisent l'opinion de la base de ce Parti, des militants de ce Parti, pour dire : il nous faut une presse, il nous faut un quotidien. Je pense que nul ici ne peut nier que ce soit souhaitable, car nous pensons, en tant que Socialistes, dans toutes nos fédérations, que mieux vaut pour que le Parti Socialiste fasse connaître son point de vue, ses analyses, ses positions, qu'il ait son propre journal, plutôt que d'avoir ce que tous ici se sont accordés à dénoncer, sans exception, hier cette situation qui consiste à avoir des organes de presse extérieurs au Parti qui influencent nos décisions, pèsent sur nos débats, pratiquement même parfois disent ce qui va se passer au Parti Socialiste, avant que nous n'en ayons délibéré, et nous voyons ce que cela nous

Fondation Jean-Jaurès

coûte aujourd'hui !
Par conséquent, qu'un quotidien du Parti Socialiste soit quelque chose d'éminemment souhaitable et soit une priorité pour nous, je pense que nul n'en doute ici.
Le seul vrai débat est donc de savoir si c'est possible.
Eh bien, moi, je vous renvoie aux quelques idées simples que Paul Quilès, je crois, mentionnait hier. Il suffirait que 20% des adhérents du Parti Socialiste puissent s'abonner à ce journal pour qu'il soit financièrement possible de le faire. Il suffirait que nous déterminions en ce domaine un minimum d'organisation pour que ce journal, croyez-moi, qu'attendent non seulement beaucoup de militants Socialistes mais également beaucoup de sympathisants, beaucoup de nos électeurs, atteigne un seuil de diffusion minimum qui lui garantisse sa vie et sa durée.
Moi, je demande qu'à l'occasion de cette Convention on n'enterre pas ce débat, mais que se mette en place réellement une Commission représentative des fédérations, des militants de ce Parti, qui en délibère, qui en débatte, et puis qui puisse enfin nous donner les éléments de ce dossier, de telle sorte que nous puissions prendre une décision.
Deuxième proposition.
Il faut que nos petites et moyennes fédérations atteignent, je dirai, le minimum vital, le seuil d'organisation et de moyens matériels d'organisation qui leur permettent de fonctionner. Par conséquent, moi, je dis que le mot d'ordre qui doit sortir de cette Convention est simple : un local pour toutes les fédérations, un permanent pour toutes les fédérations, et un bulletin pour toutes les fédérations ! (applaudissements)
Sans ces moyens minimums, sans ce minimum vital, vous savez très bien que dans beaucoup de départements, dans beaucoup de régions, le Parti Socialiste ne sera pas à la hauteur des tâches qui nous attendent, face à ses électeurs, face aux luttes sociales, face aux nécessités administratives qu'implique le fonctionnement d'un parti qui a atteint maintenant quand même une taille relativement importante.
Troisièmement, et je conclus par-là, il faut que notre Parti prenne les moyens, à sa tête, de suivre l'implantation des Socialistes dans les luttes sociales. Cela implique l'implantation dans les entreprises, cela implique aussi - et je m'étonne que personne, absolument personne, n'en ai parlé depuis hier - une implantation dans le monde rural et dans le monde paysan. (Applaudissements) Et puis, cela implique aussi que nous ayons une politique à l'égard des associations, ce qui n'a pas non plus été évoqué - et je dirai que c'est surprenant - chez ceux-là mêmes qui mettent si souvent en avant la nécessité d'une expérimentation sociale et d'une présence du Parti dans tout ce qui est le tissu social - les associations - et tout ce qui fait vivre les gens à travers les parents d'élèves, les locataires, etc. !
Alors, ma proposition est simple, ce serait que le Parti Socialiste consacre tous les ans une conférence nationale à l'examen de ces problèmes, qui ne soit pas seulement, je dirais, une conférence nationale de la tête du Parti, mais à laquelle

l'ensemble des fédérations seraient associés, et qui nous permette de faire le bilan de notre action et de nos interventions sur ce plan.
Je souhaiterais que cette proposition, comme les deux autres, soit soumise et débattue à la Commission des résolutions, tout à l'heure.
(Applaudissements)

La présidente - Fontaine, Charente-Maritime, ensuite Michel Rocard.

Fontaine (Charente-Maritime)

Chers camarades, j'interviens au nom d'une fédération moyenne puisque la fédération de Charente-Maritime est, par ses effectifs, la 47ème fédération de France.
En ce qui concerne le débat sur le règlement intérieur, nous y avons vu, bien entendu, un intérêt politique de première importance en dépit de l'aspect éminemment technique du débat.
Globalement, nous avons un jugement nuancé sur les propositions faites par le Bureau exécutif. Certes, ces propositions constituent pour nous un progrès par rapport à la pratique existante, néanmoins nous avons relevé un certain nombre d'insuffisances, à notre sens, dans ces propositions, c'est pourquoi nous avons proposé un certain nombre de solutions que nous souhaitons voir prises en compte par la Commission des résolutions.
Pour ne pas répéter beaucoup des choses qui ont été dites précédemment, je me contenterai d'évoquer rapidement quatre points...

La présidente - Camarades, ce n'est pas possible ! Il y a un certain nombre de gens qui circulent, je leur demande de s'asseoir : Mermaz et Edith Cresson, à vos places !
(Rires)

Fontaine - ... Les quatre points sur lesquels je souhaiterais intervenir, au nom de ma fédération, sont :
- la désignation des représentants des responsables du Parti, en particulier au Comité directeur ;
- la question de la désignation des candidats Socialistes au Parlement européen ;
- le problème des finances ;
- et le problème de l'animation des sections.

Pour ce qui est du Comité directeur, je ne reprendrai pas ce qui a été dit notamment par le représentant du Lot-et-Garonne et par bien d'autres, à savoir qu'il nous semble que le mode de désignation des membres du Comité directeur marque un progrès par rapport à la cooptation préexistante. Néanmoins, nous préférons un mode de désignation dans lequel les militants, directement, désignent leurs représentants au Comité directeur.
Cela pose des problèmes techniques, mais nous avons fait des propositions précises en ce sens qu'il serait trop long de développer ici, mais que nous souhaitons que la Commission des résolutions prenne en considération.

Fondation Jean-Jaurès

En ce qui concerne le Parlement européen, même chose et je dirai que nous ne pouvons pas voter en l'état actuel des choses un texte qui nous parait dangereusement imprécis. Bien entendu, il faut prendre en considération les quotas, il faut qu'il y ait des ouvriers, des femmes, sur ce point nous sommes d'accord, mais nous, nous demandons, et dans le texte présenté par le Bureau exécutif, nous ne trouvons pas la solution, quels ouvriers, quelles femmes ?
Nous nous opposons à ce qu'il y ait au Parti Socialiste des ouvriers institutionnels, des femmes institutionnelles.
Pour nous, les ouvriers, les femmes doivent être nombreuses sur les listes du Parti Socialiste, mais ils doivent être désignés par les militants de base.
Par ailleurs, nous sommes surpris, comme il a déjà été dit, que l'on préconise pour la désignation des sénateurs lorsqu'il y a un scrutin de liste, un système qui nous parait satisfaisant et que ce système qui serait parfaitement applicable pour d'autres élections ne soit pas pris en considération.
En ce qui concerne les finances, nous avons demandé, nous aussi, qu'il y ait un barème unique national applicable dans toutes les fédérations, barème progressif et barème qui s'appuie sur une moyenne que nous avons fixée quant à nous aux alentours de 1% et que nous pratiquons dans notre fédération, ce qui, croyez-moi, permettrait de réduire un certain nombre de problèmes financiers.
Le problème des finances n'est pas seulement un problème technique, c'est aussi un problème éminemment politique ; nous avons fait une proposition de modification statutaire de la représentation des fédérations, car nous considérons que tant qu'il y a de telles différences dans les conditions des cotisations versées, dans telle ou telle fédération, il n'est pas sérieux d'asseoir la représentation dans les Congrès, dans les conventions uniquement sur le nombre d'adhérents.
Nous proposons donc qu'il soit tenu compte des résultats électoraux des fédérations et de la population qu'elles représentent pour calculer la représentation au niveau des Congrès et des conventions.
Enfin, en ce qui concerne l'animation des sections, notre attention a été attirée par le fait que la formation des responsables de sections, des secrétaires de sections est un élément primordial pour le développement du Parti.
C'est pourquoi nous demandons qu'obligatoirement un stage de formation soit effectué par les nouveaux secrétaires de sections, stage dans lequel ils leur serait fourni au moins les éléments essentiels de la doctrine du Parti Socialiste, de ses positions, ainsi que des rudiments nécessaires à l'animation des sections.
Voilà les quatre propositions essentielles sur lesquelles nous aimerions que la Commission des résolutions se penche.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Michel Rocard, ensuite à Georges Sarre.

Michel Rocard

Mes chers camarades, il est bien tard, nos travaux sont assez profondément désorganisés, la Commission des résolutions n'est pas encore désignée, elle

travaillera dans la hâte, ce ne sont pas de bonnes conditions de travail. Je me suis demandé pourquoi et je crois qu'il n'est pas sans signification de repérer ce pourquoi.
Le débat sur le quitus n'a pas eu lieu, c'est un autre débat, mais plus long, qui s'est mis à sa place, quoi qu'à l'improviste, ce débat a été poursuivi pendant le premier tiers de la convention règlement intérieur et au fond nous avons un peu assisté, par rapport à ce qu'était notre ordre du jour, à un détournement de convention.
Cela tient sans doute à un malaise dans les conditions d'organisation de notre débat et puisque tout le monde le ressent, que presque tout le monde l'a évoqué d'ailleurs, je voudrais d'un mot dire d'où je crois qu'il trouve sa source et rappeler que lorsque nous avons décidé de tenir, au mois d'avril dernier, une Convention qui tire le bilan de cette période qui venait de s'écouler, étant donné le jugement du Parti sur l'échec aux législatives, nous avions été quelques-uns à souhaiter qu'elle ait lieu un peu plus tard que sa vraie date, et surtout sur la base d'une représentation élargie, pour que non seulement les cadres, mais la totalité des militants du Parti, soient associés à ce débat, qui est le débat qui n'a pas pu s'ouvrir.
De plus, cette Convention fut - ceux qui y étaient s'en souviennent - close tôt sur le fond, et c'est probablement parce que ce débat n'a pas été ouvert qu'il sourd de toutes parts et qu'autour de nous, de l'extérieur, on l'imagine ou on le décrit par anticipation, avec des bouts de phrases pris ici ou là, malgré notre commun souci de discipline en tant que membres de la Direction, nous ne pouvons celer d'avoir des tempéraments, des approches qui ne soient, en effet, pas staliniennement homogènes. Nous sommes un parti de démocrates et nous en sommes fiers.
Mais il se trouve que cela avait abouti à un calendrier qui était qu'aujourd'hui nous parlions règlement intérieur, et de cela seulement, que le quitus, c'est une question qui se limite à l'examen de savoir si la Direction a exécuté les mandats qu'elle avait reçus, et c'est à partir du lendemain matin, soit de demain matin, que s'ouvrait le débat conjoint sur le projet Socialiste et sur le Congrès, et c'est à partir donc de demain matin que commencera ce débat-là. Vous comprendrez que je m'en tienne à la grande question qui nous est posée à travers un règlement intérieur, c'est-à-dire celle de savoir quel type de parti nous voulons.
Seul un puissant Parti Socialiste peut garantir qu'il n'y ait pas de fatalité à l'échec que la Gauche s'efforce de surmonter depuis le 19 mars. C'est notre tâche collective que de construire l'instrument de cette réussite durable d'une expérience Socialiste autogestionnaire. Qui s'en dissimule l'ampleur et l'importance ?
C'est dire que nous ne souhaitons pas que cette Convention apparaisse comme une simple affaire de règlement intérieur. Tout ceci concerne le Parti Socialiste, concerne la société tout entière, et il n'est pas possible de dissocier la question du Parti de celle du projet de société, même si le calendrier de nos discussions implique que ces deux questions soient traitées successivement et non pas simultanément. On ne peut séparer le projet, le système d'alliances, la stratégie,

Fondation Jean Jaurès

et l'outil politique que représente le Parti.
Il est également nécessaire, me semble-t-il, de rappeler que l'exigence exprimée à cette même tribune lors de la Convention du 29 avril par de nombreux délégués fédéraux d'une plus grande affirmation de notre identité, d'une meilleure caractérisation de notre projet autogestionnaire, portait à la fois sur les textes, les programmes et la pratique.
En somme, cette Convention sur le règlement intérieur l'élaboration sur le projet de société et le Congrès fixé au mois d'avril, sont un seul et même débat sur le Parti Socialiste sur lui-même, sur ce qu'il propose et sur sa politique.
Dans ce débat se profile une question qui est peut-être restée trop informulée : à quoi sert un Parti Socialiste dans la France d'aujourd'hui ? Question qui est elle-même double : à quoi sert un Parti ? En quoi le fait d'être Socialistes nous distinguerait-il des autres formations ?
La question n'est pas simple, d'autant que l'histoire pèse lourd. On discerne clairement deux traditions à l'origine de ce que nous sommes aujourd'hui : la première est républicaine et radicale, issue du suffrage universel, elle fait du Parti une fédération de Comités électoraux dont la tâche principale, voire exclusive, est la préparation des élections. Dans ce type d'organisation, la section territoriale est évidemment le lieu privilégié de regroupement des militants. La seconde origine, principalement léniniste, fait du Parti un organe de combat destiné à la destruction de l'Etat de classe et devant par souci d'efficacité s'appliquer à lui-même les caractéristiques de l'adversaire : centralisation, discipline, hiérarchisation.
Nous critiquons tous ensemble, unanimement à peu près, à juste titre, ces deux conceptions. Nous parlons de la nécessité de les dépasser, de la même façon que nous voulons opérer dans le domaine programmatique le double dépassement de la social-démocratie et du Communisme. Mais sommes-nous sûrs d'avoir avancé dans cette voie ?
Nous avons, en réalité, davantage juxtaposé ces deux traditions que nous ne les avons dépassées. C'est ainsi que l'activisme militant est souvent perçu comme un contre feu aux tentations électoralistes, tandis que le poids des élus peut faire contre poids au risque de centralisation et de bureaucratisation lié au fonctionnement de courants de pensée trop figés.
Le point commun de ces deux formes d'organisation politique c'est que l'essentiel de la stratégie du changement social se trouve centré sur la seule conquête de l'Etat. Les militants se comportant plutôt comme les soldats d'une armée en campagne - et notre vocabulaire est bien révélateur à cet égard - que comme les agents de transformation et d'expérimentation dans leur milieu de travail ou leur cadre de vie, ce que d'ailleurs nos statuts nous rappellent en nous faisant l'obligation du double militantisme politique, d'une part, et syndical ou coopératif, de l'autre, et on l'oublie trop souvent.
Ce n'est pas par hasard si l'essentiel du temps militant est consacré à des activités de diffusion, collage d'affiches, tracts, réunions publiques, etc, de même qu'une partie des difficultés que nous rencontrons pour nous implanter dans les entreprises n'est pas liée seulement à la faiblesse des moyens mis en

oeuvre, mais aussi au flou qui subsiste sur la nature de l'intervention du Parti dans l'entreprise. La seule transmission de message ne répond pas aux besoins que ressentent les travailleurs. C'est un constat de fond aussi de très nombreux habitants de notre pays et il faut avoir le courage et la lucidité de reconnaître que les Partis politiques, et le Parti Socialiste, notre Parti, n'échappe pas à ce reproche, sont aujourd'hui parfois trop coupés des préoccupations quotidiennes des Français.

La réponse à cette question n'est pas simplement une question de programme ou d'engagement, nous ne gagnerons que si notre action, notre pratique militante permettent d'apporter des réponses précises, capables de mobiliser les gens. Si déjà par nos initiatives nous apportons la démonstration que la Gauche au pouvoir ne changera pas seulement des structures et des hommes, mais qu'elle changera aussi les conditions concrètes du travail, cet univers infernal de la chaîne, des cadences, des feux continus, le travail à 4 h. du matin, 6 jours sur 7, le sommeil impossible dans les HLM sonores, l'abrutissement des transports, j'en passe, vous vous souvenez des mots : métro, boulot, dodo, alors, là, oui, nous ferons comprendre ce que nous voulons dire par : rupture avec le capitalisme, mais tant que ça ne sort pas de nos enceintes, question.

Est-ce que les partis politiques sont vraiment incapables de prendre en charge dès aujourd'hui, par l'intervention de leurs militants, par exemple, les réalisations de leurs élus, les combats du quotidien, de nouvelles formes de vie sociale, en liaison avec les syndicats, les associations, les mouvements sociaux qui agissent sur le terrain ?

Voilà le défi qui nous est posé.

Il ne suffit pas, pour nous débarrasser du constat pénible que provoque ce décalage, d'incriminer tour à tour l'idéologie dominante, la Droite, les institutions de la 5ème République, l'excessive personnalisation des enjeux politiques, le rôle de la télévision et des médias. Tout cela joue, mais tout cela n'explique pas tout. Il est nécessaire d'aller plus loin et de dresser le bilan honnête de l'efficacité des Partis politiques, du rôle qui est celui des militants, de la vie de nos sections et de nos fédérations en dehors des temps forts que rythme le calendrier électoral.

François Mitterrand notait avec pertinence, je crois me souvenir que c'est la paille et le grain, que l'on s'ennuie parfois ferme dans les réunions de sections du Parti Socialiste. Une réflexion sans concessions sur le type de militantisme et de Parti que nous voulons me parait donc subordonner toute notre discussion sur nos propres modes d'organisation. On ne peut pas indéfiniment en effet voter des motions ou des résolutions sur la démocratie, l'autogestion, la responsabilité des militants de base et privilégier les batailles d'appareils, maintenir ce qu'on appelle des fiefs ou avoir des comportements autocritiques, le développement du Parti Socialiste passe par le renouvellement de son mode d'action et de sa conception de l'action militante.

Accepterons-nous encore longtemps après tout de n'avoir que 185 000 adhérents quand nous avons 7 millions d'électeurs et de n'avoir pas tout à fait autant de militants que nous avons d'adhérents ?

Cela suppose une conception du Parti comme médiateur comme intermédiaire entre l'instance politique et la société civile. Cela suppose de concevoir d'abord l'action gouvernementale comme assurant les conditions permettant à la société c'est-à-dire à l'immense masse des travailleurs et des citoyens, d'être elle-même l'agent de sa propre transformation. Ce n'est qu'à ce prix que pourra être réduite la distance entre le gouvernement et le peuple, qui est la cause de la plupart des échecs historiques du Socialisme, que cette distance se creuse au point de provoquer l'échec ou qu'elle soit artificiellement niée par des mécanismes totalitaires comme en Union soviétique.
C'est également une condition pour renforcer la crédibilité du Parti Socialiste et vaincre la peur du changement qui empêche si souvent un mécontentement majoritaire dans le pays de se traduire par une volonté majoritaire d'alternative politique. Car cette peur, cette contradiction entre le changement et la sécurité, elle réside plus pour les travailleurs de France dans la crainte de subir les changements que probablement de les effectuer s'ils avaient la certitude que c'était eux qui les effectueraient.
C'est le Parti qui peut permettre de réduire cette distance et c'est à travers cette organisation que se révélera cette capacité à s'émanciper de la vieille représentation militaire de la politique.
Je voudrais pour illustrer cela prendre deux exemples à travers notre débat d'aujourd'hui, des rapports étroits qui existent entre le fonctionnement du Parti et ce que cela implique de sa fonction.
Je me suis, avec beaucoup d'autres, déclaré fermement partisan de l'élection de nos dirigeants et des candidats aux fonctions publiques, et non de leur cooptation au sein des courants de pensée. Ce point fait aujourd'hui l'unanimité, nous nous en réjouissons tous, moi aussi. La cohérence voudrait que nous adoptions la même attitude concernant la désignation des candidats aux élections européennes. Pourquoi cet effort de démocratisation ? Parce que c'est la condition de la construction d'un Parti de type nouveau, ouvert aux problèmes du quotidien et décentralisé, où les différents échelons auront une capacité d'initiative beaucoup plus grande.
Il n'y a pas de nouvelles pratiques possibles, de responsabilités et d'initiatives réelles dans une organisation où l'impulsion viendrait uniquement du sommet, où le Parti fonctionnerait à l'image de la société qu'il combat.
Dans le même esprit, et ce sera mon second exemple, notre débat sur le fonctionnement du secteur entreprises ou sur le mouvement de la jeunesse Socialiste ne prend son sens que si l'on répond à la question : pourquoi et comment enraciner en profondeur un parti dans un large tissu social ?
S'il s'agit simplement de s'implanter comme on dit et de développer exclusivement une activité de type propagandiste, il n'est guère nécessaire de donner la moindre autonomie ou la moindre capacité d'initiative à ces secteurs d'intervention. A la limite, pour prendre le cas du MJS, on en arrive ainsi à une existence purement formelle et juridique.
Mais si l'on considère par contre qu'une intervention politique ne se limite pas à la propagande, qu'elle vise à transformer un milieu de façon à ce que lorsque la

Fondation Jean Jaurès

prise du pouvoir d'Etat intervient, il existe déjà dans la société des bases sociales, culturelles d'un changement en profondeur, alors oui, nous avons besoin d'un vrai secteur entreprises, de vrais permanents ouvriers, ce qui exige aussi de savoir régler dès le départ les problèmes d'emploi et de reconversion de ces camarades à la fin de leur mandat. Alors oui, nous avons besoin d'un vrai mouvement de la Jeunesse Socialiste dont les responsables soient effectivement élus par les jeunes eux-mêmes.

Cette exigence d'un nouveau type de parti politique doit être cohérente avec notre projet autogestionnaire. Il nous faut un parti capable d'entamer en son propre sein une remise en cause de la coupure dirigeants-dirigés, - c'est cela que ça veut dire autogestion - de transformer les rapports hommes-femmes, de favoriser l'accès de tous à la compétence en refusant la séparation des experts et des militants, bref il nous faut un parti capable de vivre lui-même sa propre rupture avec un modèle institutionnel du capitalisme.

Ces exigences fondamentales pour aujourd'hui le seront encore bien davantage si nous acceptons de nous poser sérieusement la question du pouvoir et si nous prenons les moyens de faire gagner la Gauche, car le gouvernement et la transformation Socialiste d'un pays, mes camarades, c'est une affaire redoutable. La Gauche a trop souvent perdu en France et à l'étranger parce qu'elle cumulait un double défaut : le laxisme de sa politique économique et le caractère très centralisé, juridique et au total conservateur de sa pratique de transformation sociale et culturelle.

Les formes traditionnelles d'organisation et de militantisme de la Gauche favorisent ce double échec. L'absence d'une véritable exigence de rigueur et de formation de nos militants provoque une coupure mortelle d'abord au sein du Parti entre militants et experts - n'en a-t-on parlé aujourd'hui - ensuite, souvent, entre gouvernement et parti.

Rappelons-nous, camarades, que l'inflation a désagrégé aussi sûrement l'alliance de classe de l'unité populaire chilienne que l'offensive idéologique de l'impérialisme, vous le savez tous. De même, le centralisme et le conservatisme de ses organisations conduisent la Gauche à n'imaginer les réformes de structures et notamment toutes celles qui concernent la production que sur le mode administratif. La Gauche ne gagnera pas dans ce pays si elle ne prend pas en charge la capacité d'une société à assumer le risque et la mutation, y compris dans le domaine économique. Nous devons créer un Parti capable de conduire une transition et de construire un Socialisme où la liberté de créer dans tous les domaines, à commencer par celui de la production, sera réhabilitée parce qu'elle ne sera plus synonyme de la liberté de dominer ou d'exploiter.

Nous devons construire un Parti - et j'en termine -largement ouvert sur les questions internationales qui vont décider de la vie et de la mort des hommes dans les quinze années qui viennent - la guerre, la faim, la servitude - et non un parti frileux qui régresse dans le nationalisme et l'étatisme.

Telles sont les questions qu'il nous faut aujourd'hui commencer à débattre et qui serviront d'alimentation à notre réflexion jusqu'au Congrès. Ce ne sont pas là des questions stratégiques puisque personne ici ne remet en cause la volonté

d’union populaire. Ce ne sont pas là non plus des questions de style ou de personnes, ce sont des questions politiques qui conditionnent notre capacité à gagner durablement dans ce pays, démontrant ainsi qu’il n’y a pas, qu’il ne peut pas y avoir de fatalité à l’échec de la Gauche !
(Applaudissements)

Georges Sarre

Chers camarades, je vous disais hier, au nom de mes camarades du courant 2, que c’était une drôle de convention. Je continue à le penser ! Je continue à le penser parce que, prenant la parole après Michel Rocard, j’ai eu avec tous ces projecteurs comme un éblouissement : je me disais, mais est-ce Jean-Pierre Chevènement que j’entends expliquer tout ce que nous avons demandé en d’autres temps pour le Mouvement de la Jeunesse Socialiste, pour le secteur entreprises, pour les luttes, et affirmer, en effet notre présence là où elle est indispensable, là où les gens se trouvent, là ou les gens se battent.
Je dis à Michel Rocard : que n’a-t-il parlé plus tôt, à Pau... (applaudissements), quand il était nécessaire de le faire !
Alors, Chers camarades, dans la vie, et c’est une des faiblesses ou une des grandeurs du CERES, il faut appeler un chat un chat et dire les choses telles que nous les voyons et telles que nous les pensons.
Eh bien, je dis que la décision prise par le Bureau exécutif de notre Parti de décaler la date de la Convention sur le projet, est une bonne chose. C’est une bonne chose parce qu’elle permettra d’associer davantage les militants, mais c’est aussi une question politique de la première importance car nous avons toujours combattu cette idée qui voulait que nous traitions des questions de fond du projet, des perspectives du programme, en mettant entre parenthèses la stratégie, et c’est pourquoi, quand au Bureau exécutif il a été pris cette décision de revenir sur ce qui avait été décidé, nous l’avons salué comme un échec de ceux qui, sans le dire, subrepticement, et tout en proclamant le contraire, entendaient peut être revenir sur la ligne d’Epinay : union de la Gauche, rupture avec le capitalisme.
Je dirai que cette drôle de convention - et un camarade disait hier : les balles partent de partout., je ne sais plus où me mettre... (Rires) - montre qu’il s’agit, comme d’autres l’ont dit : François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement, Michel Rocard et comme le dira en conclusion sans doute Pierre Mauroy, d’une question politique de la plus haute importance.
En effet, le Parti est un outil nu service du Socialisme mais la fin dépend aussi des moyens qu’on emploie pour l’atteindre. On ne fera pas, par exemple, le Socialisme avec un parti électoraliste en diable, dont l’organisation serait calquée sur celle des circonscriptions : la direction confondue avec celle du groupe parlementaire ou le cabinet du candidat à la présidence de la République, et les sections réduites à la fonction de comités électoraux prêts à hiberner dans l’intervalle de deux consultations et les militants relégués au simple rang de colleurs d’affiches !
Nous ne ferons pas non plus le Socialisme autogestionnaire avec un parti dont le

centralisme aurait étouffé en son sein la démocratie et qui prétendrait détenir avec l'exclusivité de représentation de la classe des travailleurs celle de la science de l'histoire. Cela ne pourrait à nos yeux ouvrir la voie à une société libérée, consciente d'elle-même, capable de s'autogérer.
Ni Parti social-démocrate. Ni Parti bolchevique.
Il y a pour notre Parti une autre perspective.
Toutes ces idées, chers camarades, étaient contenues dans la motion du CERES au Congrès d'Epinay et elles ont été reprises dans la motion d'orientation qui a été majoritaire.
Il s'agit donc tout simplement pour nous d'une question de pratique, d'une mise en oeuvre et s'il est absolument incontestable que depuis le Congrès d'Epinay, le Parti Socialiste est devenu une grande organisation dont nous pouvons être fiers, il serait quand même un peu excessif et bien imprévoyant de ne pas dire que le Parti a encore des faiblesses des carences, et je voudrais à cette occasion inviter mes camarades à se dire que toutes les fois que nous marquons des points aux Elections partielles, c'est une victoire du Parti Socialiste et de la Gauche, mais il ne faudrait pas que notre Parti devienne une fédération d'élus locaux, avec des appendices militants. Le Parti que nous devons construire a une autre ambition et c'est pourquoi les problèmes du règlement que nous allons peaufiner en Commission des résolutions et adopter je l'espère tout à l'heure tous ensemble, nous permettront de revenir et de reprendre ce qui a été manqué d'une certaine façon.
En particulier, je suis convaincu que le Parti Socialiste doit conquérir avec d'autres, l'espace naturel de la Gauche, à travers la construction de front de classe, et pour y parvenir, il faut clarifier pour consolider.
Quand nous avons adopté la proportionnelle, nous ne voulions pas d'un Parti où il y aurait les bastions et les clans. Nous voulions d'un Parti où par la discussion décentralisée, démultipliée, se reconnaissant sur une ligne politique capable d'être enrichie à l'issue d'une synthèse, l'ensemble des militants se retrouverait ainsi mobilisé parce qu'ayant défini cette ligne pour participer aux grandes campagnes d'action, pour participer aux luttes des habitants et des travailleurs de ce pays.
Or, je constate encore trop souvent, et ce n'est pas lutter contre l'esprit régional, la nécessaire décentralisation, que de dire qu'il est indispensable de maintenir l'élection des hommes en liaison avec la ligne politique. C'est pourquoi je salue comme un progrès la désignation des militants, pardon, des dirigeants... (Brouhaha)... par les militants à l'occasion d'assemblées générales. Je souhaite qu'elle soit la plus large possible et je rappellerai aux rieurs... (mouvements divers) qui rient décidément un peu vite, que c'est nous qui, les premiers, avons à Epinay et à Grenoble procédé ainsi, et que c'est ensuite que les choses nous furent interdites, ce qui compliquât un peu la vie de notre courant.
Je voudrais, chers camarades, puisqu'on me demande d'aller plus vite, dire qu'à mon avis, en ce moment où nous nous exprimons, nous devons manifester 3 idées principales :
La première : une relance de l'action militante et une action militante d'un type

nouveau. C'est vrai que l'augmentation du SMIG, c'est vrai que la nécessaire amélioration de la vie des travailleurs de notre pays, c'est le rôle du Parti Socialiste et de la Gauche. Mais il faut dire également que pendant toute la campagne électorale, et bien avant, posons-nous des questions : est-ce que nous avons suffisamment tôt, et avec force, expliqué que ce que nous voulions changer, c'était le pouvoir dans la société, le pouvoir dans l'entreprise, le pouvoir dans la cité et le faire surtout changer de mains.
C'est pourquoi la définition la caractéristique du Parti Socialiste est liée à la nature même que nous nous faisons de la prise du pouvoir : conquête du pouvoir d'état, bien sûr, pour le transformer, mais aussi mouvement d'en bas, mouvement autonome des masses, et c'est pourquoi les luttes sont absolument indispensables, qu'il s'agisse de l'entreprise, du cadre de vie ou de tout autre problème qui se pose et qui sourde dans la société actuelle.
Autre idée-force, avoir un esprit et une volonté unitaires.
Je sais bien qu'il est difficile aujourd'hui pour le Parti Socialiste d'avoir des relations faciles avec le Parti Communiste, mais les militants Socialistes et les militants Communistes sont confrontés aux mêmes difficultés, et c'est dans la mesure où nous saurons saisir les occasions qu'il sera peut-être possible à travers des initiatives de faire en sorte que l'union reparte, que l'union progresse.
Pour cela, il ne faut pas imposer notre projet à notre partenaire, chers camarades. Il s'agit d'avoir un projet, un programme authentiquement Socialiste, pour exercer une pression sur notre partenaire et le faire changer.
La troisième idée-force, chers camarades, eh bien c'est de travailler à ciseler davantage l'image de notre Parti, son identité, identité différente de celle du Parti Communiste. Est-ce si difficile ? Est-ce que nous nous y prenons si mal ? Certainement pas, et je pense que de ce point de vue là le Parti fait bien son travail. Il doit, bien sûr, continuer et renforcer sa différence essentielle avec le Parti Communiste, c'est-à-dire sa vie démocratique et celle qu'il propose pour l'ensemble du pays.
Mais si certains sont soucieux de nous différencier du Parti Communiste, ils doivent être soucieux également de nous démarquer par rapport à d'autres, et s'il est bien et normal d'avoir un discours de classe, il faut, camarades, que ce discours de classe soit traduit dans les faits, et je pense en particulier à la question de la construction européenne.
A quoi cela rimerait d'être à Paris pour l'union de la Gauche et pour la rupture si nous n'étions pas capables de dénoncer ce qui va se faire avec la mise en œuvre des accords de Brème, c'est-à-dire la mise à la remorque du franc à travers le mark, c'est-à-dire finalement la domination de la France par la République fédérale Allemande ? Et quand j'entends des propos comme "attention à l'étatisme, attention au nationalisme", être pour la nationalisation, chers camarades, faites un peu de dialectique, est-ce être contre la décentralisation ? Quand nous parlons de la nécessité d'être vigilant sur l'indépendance nationale, est-ce que cela signifie que nous ne voulons pas en même temps et au contraire rechercher d'autres solidarités internationales ?

Eh bien l'identité du Parti Socialiste, c'est aussi de s'affirmer comme le meilleur garant de l'avenir de notre pays, c'est aussi s'affirmer comme le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs et des habitants de ce pays.
Mais tous ces débats, comme le disaient d'autres camarades avant moi, nous les retrouverons à travers la préparation du Congrès Socialiste qui doit être le Congrès de la clarification, et non pas le mariage de deux lignes qui seraient différentes. Il doit être le choix clair, précis, confirmé, de l'approfondissement de la ligne d'Epinay, cette fois pour gagner !
(Applaudissements)

La présidente - Camarades, la liste des orateurs est épuisée. Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, pourquoi aujourd'hui cette Convention, et pourquoi aujourd'hui un règlement intérieur ?
Je veux rappeler rapidement les faits, et depuis le départ.
Au lendemain du 19 mars, nous nous engagions dans une réflexion nécessaire et nourrie d'un examen critique du passé. Nous précisions le bilan de l'élection qui reste une victoire dans la défaite : le Parti Socialiste a enregistré en effet le meilleur score de toute son existence, et pour la première fois depuis longtemps, dans une élection législative, il devance le Parti Communiste.
Ce n'est, certes, pas la victoire que nous espérions, mais il serait alors abusif de refuser de voir l'espoir qu'elle représente pour l'avenir. « Le maître-mot, c'est de poursuivre. Le plus simple est de continuer », comme l'écrit François Mitterrand. C'était vrai en avril, cela reste vrai aujourd'hui.
Comment en serait-il autrement ? Nulle part n'est remise en cause la stratégie d'Epinay. Chacun sait que songer à quelque troisième force, répondre à l'appel des sirènes, n'aurait pas d'autre effet que d'offrir un nouveau bail de vingt ans à la Droite tout en laissant la part belle à un Parti Communiste qui dès lors se dispenserait même d'évoluer. Et l'authenticité du Parti Socialiste lui interdit toute autre voie que celle de l'union populaire, même si l'accord politique que représentait l'union de la Gauche est rompu au plan national.
Bien sûr il apparaît à tous la nécessité de définir une nouvelle pratique de l'union de la Gauche.
Par sa polémique, le Parti Communiste nous a donné en effet la preuve malheureuse qu'il n'était pas allé jusqu'au bout dans la remise en cause de son passé.
Au-delà du programme commun devenu un carcan par la double lecture imposée de nos partenaires, les Socialistes expriment l'idée que les priorités de ce programme sont à redéfinir, qu'un nouveau modèle de croissance s'impose à la Droite, mais aussi à la Gauche, bref, qu'il faut reconstruire notre projet en nous attachant à une meilleure perception des réalités économiques, et à une prise en compte plus hardie des nouvelles revendications qui s'imposent à nous, celles des femmes, des jeunes et des écologistes.

Fondation Jean-Jaurès

Le Parti tout entier accélère alors la mise en chantier du projet Socialiste, dont l'élaboration - et c'est sans doute la première fois que l'on use d'un tel questionnaire diffusé en tant d'exemplaires - sera donc le fait de l'ensemble des militants et non celui de quelques Commissions parisiennes.
Alors le débat se fait sur un certain nombre de questions. Nous allons l'avoir avec le projet Socialiste, et s'il n'est pas possible de discuter de tout le projet Socialiste avant le Congrès ordinaire, chacun sans doute admettra la nécessité, au rendez-vous fixé, c'est-à-dire à la mi-février, d'ouvrir cette convention exceptionnelle sur le projet au moins pour discuter des problèmes qui justement font question à l'intérieur du Parti, et le cas échéant pour en trancher, de façon à ce que le Congrès ordinaire puisse se dérouler dans la clarté.
Je crois que les difficultés que nous connaissons depuis plusieurs mois naissent finalement du temps que nous avons mis pour aller à ce débat d'idées qui est absolument essentiel.
Depuis plusieurs mois, le Parti débat sans débattre, et accumule ainsi les petites phrases, les sous-entendus, les contradictions, alimentant de vraies et fausses querelles, de vraies et fausses questions.
Veut-on une nouvelle orientation contraire à celle d'Epinay ? Qui le veut ? Personne !
Est-il raisonnable ou déraisonnable d'apporter à la politique du Parti les inflexions, les corrections que toute situation nouvelle commande ?
Il appartient au Parti, à ceux qui assurent la direction du Parti, d'en discuter, et aux autres, bien sûr, et d'y apporter une réponse qui rende clair et serein le débat porté devant les militants à partir de janvier prochain, en vue de notre Congrès ordinaire.
Tel est l'enjeu direct des prochains mois.
Il nous faut donc parfaire la construction de notre Parti en nous efforçant d'être nous-mêmes pour rassembler autour de nous les volontés populaires de justice et de changement.
Ce débat, nous l'avons aujourd'hui sur le Parti lui-même, sur la manière de vivre ensemble plus démocratiquement encore.
Ce que nous voulons, c'est améliorer nos structures pour faire de notre Parti le Parti de la victoire contre la Droite, le Parti de la victoire de la Gauche. Vingt ans de règne pour la Droite, cela suffit ! Nos idées nées avant le siècle devraient être au pouvoir, en France aussi, et cela nettement avant que le siècle ne s'achève.
Pour réussir, mes camarades, le Parti d'Epinay doit garder sa vocation pluraliste, sa capacité de synthèse, donc une majorité qui soit le plus grand rassemblement possible.
Pendant trop longtemps, à la S.F.I.O., au P.S.U., dans les clubs, les Socialistes ont cultivé l'art de la division. A entendre certains dans le débat d'hier, j'entrevoyais, hélas, comment et avec quelle facilité nous pourrions retomber dans ce travers !
Le Congrès d'Epinay, mes camarades, et vous, François Mitterrand, c'était l'art du rassemblement, et moi je vous dis qu'aujourd'hui même le Parti Socialiste

Fondation Jean Jaurès

doit assumer l'obligation de se rassembler... (Applaudissements)... car ce n'est pas vrai qu'il faut nécessairement rejeter dans la minorité ceux qui souhaitent une adaptation par rapport à ce qui s'est passé en mars. C'est une obligation pour tous. La minorité a commencé, la majorité doit continuer, tout le Parti doit faire cet examen et y apporter une réponse. Cette réflexion, elle est indispensable, sans remettre en cause bien entendu, mais je l'ai dit précédemment, l'essentiel ; mais c'est notre débat.
Ce n'est pas le moment de s'abandonner aux délices de l'intégrisme, et permettez-moi de vous dire très franchement que dans le débat d'hier, j'ai quelquefois entendu la messe en latin !
(Applaudissements)
Ce qu'en tous cas la majorité actuelle du Parti, toute la majorité, doit faire, c'est vérifier si elle est toujours - et pourquoi pas - d'accord sur une ligne claire de façon à réunir autour du Premier secrétaire le plus large éventail possible des sensibilités qui font la richesse du Parti.
J'ai dit dans un débat clair et serein. La clarté, le Parti se la doit à lui-même, et la majorité qui dirige ce Parti se la doit aussi à elle-même, pour se séparer dans la dignité ou pour se retrouver dans une nouvelle jeunesse.
Seul importe maintenant le débat d'idées, et les problèmes de personnes sont tout à fait secondaires.

Dans la Salle - Très bien !
(Quelques applaudissements)

Pierre Mauroy - On n'en donne pas toujours l'impression, ne serait-ce que sur le plan de l'organisation.
La sérénité, le Parti doit la garder au milieu des discussions puisque sa ligne est juste, puisque personne ne peut mettre en cause celui qui a au premier rang, et avec nous tous, restauré le Socialisme français, François Mitterrand (Applaudissements), puisque les résultats des élections partielles confirment la faveur grandissante des électeurs.
Mais qui nierait que les conditions de l'union de la Gauche retrouvée, et d'une union de la Gauche victorieuse, c'est un Parti Socialiste fort ? Eh bien, nous y sommes, c'est notre débat d'aujourd'hui.
Une phase de la vie de notre Parti s'achève, elle a été marquée par la volonté de rassembler les Socialistes; au cours de cette période, tous les deux ans, le Parti Socialiste a eu la formidable capacité d'accueillir tous les affluents, toutes les sensibilités qui, depuis toujours, composent le Socialisme.
Cette période de rassemblement s'est déroulée dans le respect des règles prévues alors par le statut. Aujourd'hui que cette phase constitutive s'achève, il est normal de perfectionner les règles et de parfaire notre organisation, et c'est ainsi que la Convention nationale du 28 avril avait décidé d'ouvrir la procédure d'adoption d'un règlement intérieur, et à voir l'ardeur avec laquelle on en a discuté dans les sections et fédérations, et à voir l'ardeur avec laquelle vous êtes venus ici, mes camarades, présenter vos propositions, on peut dire que ce n'était

Fondation Jean-Jaurès

pas un luxe, finalement, que d'ouvrir la discussion de ce règlement intérieur, mais que c'était une nécessité.
L'organisation. Certains font la fine bouche, bien sûr. Les problèmes d'organisation, vous savez, sont comme les problèmes de vocabulaire. Ce sont des problèmes essentiellement politiques, oui, essentiellement politiques, et je dois dire que ce qui s'est passé, depuis hier, en est vraiment l'illustration.
Cher Michel, tu as été le seul, sans doute, à critiquer l'organisation de ces journées. Alors, très amicalement, je dois dire que ce qui a désorganisé ces journées, ce n'est pas un manque d'organisation, c'est manifestement, à côté des sujets d'organisation que nous avions à discuter dans le cadre d'un règlement intérieur, certains problèmes politiques qui nous venaient d'ailleurs et dont, fort légitimement, tout le monde ici s'est emparé au point de nous désorganiser un petit peu. Disons que tout le monde y a vraiment contribué, et moi aussi d'ailleurs…
(Applaudissements)
Sur ce plan-là, pas toujours critiqué, je crois qu'il était finalement normal, tout à fait normal, que dans un débat portant sur le règlement intérieur, il y ait une expression et des prises de positions de caractère politique.
Mais, revenons maintenant à notre règlement intérieur.
Notre organisation demande de la rigueur et de la démocratie.
La rigueur. Nous devons poursuivre dans la voie historique des travailleurs dont nous sommes les héritiers et qui ont cherché à se doter d'une organisation plus structurée pour se défendre et avancer les idées nouvelles du Socialisme.
Sans revenir aux conceptions de Guesde qui comparait le Parti à une armée en marche, nous en sommes très loin, les Socialistes doivent donner plus de rigueur à leur organisation... Plus de rigueur et davantage de démocratie.
Notre Parti est certainement le Parti le plus démocratique de tous les Partis de France. Nous sommes effectivement liés par une pratique où l'expression démocratique de l'ensemble des militants est un principe essentiel. Cette pratique peut encore être perfectionnée et approfondie afin que notre fonctionnement quotidien soit le plus juste reflet de ce que nous avons inscrit dans notre projet politique d'autogestion.
La portée de ce débat : avoir un règlement intérieur, demain des statuts. Nous allons rediscuter des statuts lors du prochain Congrès ordinaire. Je crois donc que nous allons nous donner aujourd'hui un règlement intérieur que nous pourrions mettre à l'épreuve pendant au moins un exercice, et quand vous le déciderez, eh bien, ma foi, nous pourrons intégrer les éléments de ce règlement intérieur dans nos statuts.
Ce règlement intérieur ne règle pas tout, et il y a des problèmes qui ont été posés, mais qui, finalement n'ont pas fait l'objet, toujours, de discussions au niveau des sections et des fédérations. J'en cite quelques-uns, et notamment celui très important des outils de communication et de réflexion dans la presse.
Sur le plan de la presse, je dois dire qu'il faut prendre ce problème dans son ensemble. Il est impossible d'isoler le problème d'un quotidien pour le Parti du vaste problème de la communication et de l'ensemble des problèmes de presse,

en premier lieu pour mesurer le poids actuel des médias. On sait combien le capital pèse sur elles, mais fort heureusement, il y a des journalistes aussi, et nous, le Parti Socialiste, lorsque nous ferons cette étude, nous ne devrons pas oublier, tout de même, pour être justes, que si actuellement - comme certains le disent - nous rencontrons des difficultés, nous avons bénéficié avant mars d'un concours de presse qui, je le crois, n'a pas servi strictement le Parti, mais qui, en tout cas, nous a bel et bien aidés dans toute notre campagne.
Ces problèmes sont des problèmes difficiles, délicats, qu'il faut appréhender autrement qu'en disant qu'ils seront réglés par un simple quotidien, d'autant plus qu'un quotidien, c'est une aventure qui coûtera la bagatelle d'un milliard d'anciens francs pour combien d'abonnés ?... 15 000, 20 000 ?
Moi, ce que je ressens le plus, je vous le dis, et des camarades s'en sont fait l'écho, c'est peut-être la nécessité d'un hebdomadaire touchant l'ensemble des 200 000 Socialistes, c'est peut-être la nécessité, de façon prioritaire, d'améliorer la communication entre les 200 000 camarades membres du Parti Socialiste. Cela, c'est sans doute la première priorité... (applaudissements)
Bref, ce problème est un problème technique. Il n'y a pas à y mettre de passion, il n'y a pas à en faire une revendication nous divisant au niveau de nos sections et de nos fédérations. Nous devons le mettre à l'étude et nous devons le régler le moment venu, au besoin même par une convention qui pourra se saisir de l'ensemble de ces problèmes.
Deuxième question dont on n'a pas beaucoup parlé : le problème de nos financements.
Troisième question : le problème de la jeunesse.
Des propositions ont été présentées. Je partage le point de vue exprimé par Edith Cresson, bien sûr et ce que nous avons arrêté au niveau du Bureau exécutif, mais je conçois que ce n'est pas suffisant d'adopter cela dans le règlement intérieur, qu'il serait nécessaire d'avoir une discussion approfondie au niveau de la jeunesse et d'y associer l'ensemble du Parti, et même de retenir dès maintenant une convention, certainement spéciale, sur ces problèmes de jeunesse...
(Applaudissements)
A propos de ces problèmes de jeunesse, Michel Rocard a eu raison de parler de tout ce qui concerne le fait associatif français. Ah ! Permettez-moi ici quelques minutes. Le fait associatif... Il n'y a pas un discours fait par les Socialistes où l'on ne dise : il est indispensable de s'ouvrir aux associations, il est nécessaire de donner le pouvoir aux associations. Il n'y a pas une proposition de loi qui ne soit déposée par des Socialistes où on a raison de donner une partie du pouvoir au niveau des communes, des départements, des régions... bref, pour tous les problèmes qui concernent la vie quotidienne et la vie tout court... de le donner aux associations, et en particulier à celles qui représentent un nouveau syndicalisme qui est le syndicalisme de l'art de vivre, le syndicalisme du cadre de vie.
Mais, a-t-on fait une étude sérieuse de ce qu'est devenu le fait associatif français depuis vingt ans ? Est-ce que vous ne pensez pas que le Parti Socialiste, sur ce plan-là, en même temps d'ailleurs que les problèmes de jeunesse, parce qu'il y a

beaucoup de liaisons, ne devrait pas entreprendre une analyse ? Je vous en donne les éléments :
Lorsque avec quelques "galoupiots" de mon âge - j'avais alors 20 ans - nous avons lancé la fédération Léo Lagrange qui se réclamait de l'idéal Socialiste, c'était considéré comme une mauvaise manière car nous étions alors dominés par tout un fait associatif sur lequel pesait la division : d'un côté les confessionnels, et de l'autre les laïques.
Ne pensez-vous pas que sur ce plan-là, en vingt ans, il y a eu beaucoup d'évolution ?
Lorsque cette fédération Léo Lagrange a été lancée et que nous étions dans nos cabanes à lapins, il y avait M. Herzog qui lançait, lui, au gouvernement, la fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture. Il faisait des équipements, beaucoup d'équipements, de grands équipements, pour les donner aux usagers. Que sont devenues beaucoup de ces maisons de jeunes et de la culture ? Sans doute accueillent-elles des usagers, mais vous le savez, aussi beaucoup d'associations qui sont dominées par une certaine idéologie. C'est dire que le fait associatif français depuis vingt ans a été dominé par une prédominance de plus en plus grande de l'idéologie, quelle soit Communiste, quelle soit Socialiste, ou de tout autre nature.
Cela, c'est un sujet de réflexion. Cela montre bien comment un Parti Socialiste comme le nôtre doit justement avoir une analyse sérieuse de ce phénomène, et combien il doit être en harmonie pour impulser effectivement ses idées et en tout cas pour aussi associer, pour aussi discuter avec tous ceux qui représentent ces associations.
Je crois qu'une réflexion en profondeur doit être entreprise, et elle le sera.
Revenons à nos débats. Je n'ai pas eu l'occasion de vous les présenter, mais je reviens rapidement aux propositions. D'ailleurs, je m'étonne que le premier thème qui a été retenu, le mode de préparation et de discussion des textes internes et de projet politique du Parti, n'ait pas retenu davantage votre attention et suscité vos suggestions.
Je crois qu'il est capital que cet effort, que nous allons entreprendre - qui ne sera pas parfait, sur lequel il faudra revenir - d'essayer d'associer la province, d'associer les fédérations aux discussions dont beaucoup sont nécessairement parisiennes, par conséquent nationales, soit un effort considérable mais je passe parce que je pense que les propositions qui vous sont faites sont des propositions acceptables.
Le point essentiel, c'est l'élection des responsables du Parti à tous les échelons.
Alors quand j'entends des camarades dire que finalement on laisse entendre que la montagne va accoucher d'une souris, permettez ! Nous étions dans une logique de rassemblement et de liste bloquée, nous sommes dans une logique où les responsables vont être désignés par la base, par les camarades de la base, et je souligne que nous allons nous mettre à jour exactement avec les statuts que nous nous sommes donnés à Epinay, par Epinay et le Parti Socialiste d'Epinay.
L'essentiel n'est pas du tout, comme certains le pensent, tous les deux ans le Congrès ; l'essentiel, c'est le débat qu'il y a dans le Parti, débat qui est instauré

dans le Parti avant le Congrès, à un moment où chaque militant donne son avis et choisit entre les différents textes.
Eh bien la difficulté, c'était justement de faire la corrélation entre ces différents textes et un Congrès où les délégués sont désignés sans une correspondance exacte.
Je crois que la création de ces porteurs de motions, des délégués des motions, va justement permettre la corrélation exacte entre le débat qui s'est instauré et qui s'instaure obligatoirement dans le Parti et pendant plusieurs mois avant le Congrès ordinaire, et le Congrès qui finalement a pour tâche d'élire le gouvernement du Parti, alors que finalement il appartient à nos militants d'élire, eux, l'assemblée en quelque sorte du Parti.
Je crois que cette réforme est capitale, et qu'elle peut nous permettre d'avancer.
Conditions et modalités de renouvellement des organismes fédéraux en cas de contentieux grave : personne n'en a parlé, mais c'est une innovation, et ceci va nous permettre de régler des problèmes que nous n'avions pas su régler parce qu'il n'y avait pas de règlement.
Modalités de désignation des candidats du Parti aux élections présidentielles et parlementaires, cantonales et régionales : je crois qu'il y a un large consensus.
Dispositions limitant le cumul des mandats : c'est excessif de dire qu'on ne propose rien du tout. Le Parti Socialiste propose que ses membres ne sollicitent pas en règle générale un troisième mandat électif à partir du 1er juillet 1980, alors que la règle maintenant, bien souvent, c'est maire, conseiller général, député. Il y a un Conseil régional, mais cela nous le mettons entre parenthèses. Deux mandats à partir de juillet 1980. Et nous ajoutons, dans le souci de ne pas amoindrir ces positions par rapport aux autres formations politiques : le Parti déposera sur le bureau des assemblées des propositions de loi visant à légaliser les règles de non-cumul.
Il est trop tard pour développer cela, mais quand on discute des cumuls, il faut prendre en considération plusieurs données.
La première, la sensibilité des militants et la nécessité, par conséquent, d'aller à une règle de non-cumul. C'est sûr et c'est la voie dans laquelle s'engage le Parti.
La deuxième, c'est de voir que le cumul n'est tout de même pas organisé par des camarades qui souhaitent le cumul ! Le cumul est la conséquence du centralisme des institutions françaises. Ce sont les institutions françaises qui organisent le cumul, qui ont fait des institutions communales, départementale et régionale des institutions secondaires à côté, au contraire, de l'institution nationale. D'où la nécessité, par conséquent, sur le plan français, pour avoir autorité, de cumuler finalement, oui, les responsabilités communales, départementale ou régionale, avec la responsabilité nationale.
Autrement dit, allons dans le sens de la décentralisation, déposons des projets de décentralisation : ils impliquent des règles de non-cumul, et même l'absence complète de cumul.
Au contraire, dans la situation actuelle, nous devons prendre des décisions et nous les prendrons, mais je crois qu'il faut les tempérer en disant bien qu'il y a là un vaste débat sur la décentralisation.

J’ajoute enfin que si vous ne faites pas avancer le débat sur la décentralisation, si nous restons dans la situation actuelle, craignez tout de même que par une atomisation des élus vous rendiez des responsabilités plus grandes et des pouvoirs plus grands encore aux Préfets.
Tous ces problèmes-là doivent être analysés et je crois qu’au niveau du Bureau exécutif et de notre Commission, nous l’avons fait.
Nous faisons, par conséquent, une proposition qui va largement dans le sens du non-cumul, qui est une orientation de non-cumul définitive, mais à la condition que ce soit lié, bien entendu, à une progression de nos propres idées en ce qui concerne la décentralisation.
Enfin, deuxième débat, le problème de la limite d’âge.
Certains ont ironisé. Ils ont dit : "Mais, on a eu un premier document, limite d’âge à 70 ans, et voici un deuxième document avec une petite observation suave : le Bureau exécutif, au vu des contributions déposées par les sections et les fédérations, n’a pas fixé d’âge limite pour l’exercice des fonctions électives."
Eh bien, oui, parce que nous en avons discuté - discussion très chaude - parce que nous avons reçu beaucoup de textes de motions, beaucoup de textes émanant en particulier de médecins Socialistes, et que nous sommes arrivés à plusieurs constatations
La première : en limitant l’âge, est-ce qu’on ne se trompe pas de problème ?
La SFIO, sûrement, à la fin de sa vie, avait la nécessité d’adopter une proposition semblable. Mais est-ce que le Parti, qui a engrangé, on peut le dire, pratiquement toute l’élite de la tranche d’âge de 25 à 40 ans lors des élections municipales et lors des élections cantonales, a tellement besoin de se donner des règles de cette nature ? Voilà une question.
Je crois que le Parti renouvelé, rajeuni comme il l’est - chacun le devine à travers les fédérations - n’aura pas à établir un tel usage. En tous les cas, c’était la pensée des membres de la Commission.
D’autre part, quelqu’un a exprimé ici la sensibilité du 3ème âge. Je crois qu’il faut y faire très attention - Françoise Gaspard s’est également élevée contre une discrimination sur ce plan-là - et qu’au niveau de notre règlement nous devrions éviter des mesures discriminatoires concernant l’âge, que ce soit à l’égard des jeunes, que ce soit à l’égard des femmes - là il faut prendre le problème autrement, à cause justement de la discrimination qui existe de fait - que ce soit à l’égard des personnes âgées.
En tout cas, vous pouvez prendre n’importe quelle disposition que vous voulez sur ce plan-là, rien ne pourra remplacer finalement la volonté des responsables, qui doivent s’imposer la discipline, lorsqu’un camarade est trop âgé, ou lorsqu’il y a des difficultés, de le lui dire et de le remplacer, car le pouvoir est aux militants, c’est à eux à exercer leur contrôle et c’est à eux à prendre leurs décisions. (applaudissements)
Enfin, l’élection pour nos candidats à l’Assemblée européenne.
Des camarades disent : prendre les départements. Des camarades disent : prendre les régions. Des camarades disent : nécessité d’un quota pour les femmes. Pour ce quota, on a parlé de 30%... Oui, pourquoi pas ? Il est

nécessaire, en tous les cas, d'aller très haut sur ce plan-là.
Nous avons été, dans le Nord, quelques-uns à penser - et la proposition est sur la table de la Commission des résolutions - que nous devrions y associer les travailleurs.
Y associer les travailleurs, ce serait peut-être y associer, d'une certaine façon, les grandes organisations syndicales, c'est-à-dire avoir des personnalités, Socialistes bien entendu, qui ont eu des mandats syndicaux, car à l'Assemblée européenne, et vous le savez bien, que ce soit en Allemagne - où vous aurez Willy Brandt en tête, où vous aurez le secrétaire général du D.G.B. en second - que ce soit en Grande-Bretagne, que ce soit dans n'importe quel pays d'Europe, vous aurez une association de la politique, du parti politique, et de l'organisation syndicale.
Pourquoi pas chez nous ? Eh bien, je crois que nous devrions adopter une solution à la française, respectant la charte d'Amiens, mais poussant une association sur ce plan-là.
Voilà les propositions qui sont faites par le Bureau exécutif. Nous allons maintenant en débattre au niveau de la Commission des résolutions, mais ce que je voudrais vous dire, mes camarades, en terminant, c'est que j'ai le sentiment, compte tenu de ce qui s'est dit ici, que le débat politique est maintenant engagé ; il ira jusqu'au bout et s'achèvera avec notre Congrès ordinaire. C'est une bonne chose. Le débat en ce qui concerne l'organisation de notre propre Parti, nous l'avons engagé au niveau de nos sections et de nos fédérations ; tout à l'heure, vous allez y apporter le point final, au moins le point final pour aujourd'hui. La phase constitutive du Parti, commencée à Epinay, est désormais révolue. Nous devons nous engager dans un effort d'unité plus grand dans les prochains mois pour nous élever au niveau des vrais enjeux historiques : le combat contre la Droite et la victoire de la Gauche et, en particulier, celle du Parti Socialiste.
(Vifs applaudissements)

La présidente - La parole est à Scholtès.

Scholtès (Aveyron)

La fédération de l'Aveyron vous a demandé hier de n'accepter aucune cooptation, y compris au niveau de la Commission des résolutions. Il n'est plus possible, pour un Socialiste, de dire : "Monsieur, ou camarade, je veux être membre de la Commission des résolutions". Il faut dire : "Je suis candidat".
J'ai proposé hier que, pour une fois, puisqu'on en a la possibilité matérielle, puisqu'on a une centaine de membres à la Commission des résolutions, qu'il y ait un délégué par fédération, que bien sûr les membres de la Commission du règlement intérieur et les membres du Bureau exécutif puissent participer, mais que ce soit seulement les délégués qui votent.
Je renouvelle ma proposition à la Convention et c'est à la Convention de décider.
(Applaudissements)

La présidente - Camarades, vous êtes saisis d'une proposition, selon laquelle

c’est la Convention qui désignerait la Commission des résolutions.
Ceux qui sont partisans de l’adopter le manifestent en levant la main...

Pierre Mauroy

Non, non.
Mes chers camarades, nous sommes en train d’adopter un règlement intérieur. D’ailleurs, pour notre prochain Congrès ordinaire, vous verrez que ce problème sera résolu, puisque pratiquement le Comité directeur sera mis en place au début de notre Congrès, par conséquent les responsables seront désignés, il n’y aura plus de problème.
Mais chacun comprendra que pour mener un débat à son terme il est absolument indispensable de nommer une Commission des résolutions qui tienne compte des camarades qui ont participé à la discussion, des orateurs qui sont intervenus en séance, et de ceux qui ont effectivement la charge et la direction du Parti, tant au point de vue des fonctions qu’au point de vue des courants de pensée. Toute autre solution, qui consisterait à rassembler des camarades pour qu’ils puissent discuter du règlement intérieur, équivaudrait pratiquement à recommencer, en Commission des résolutions, le Congrès, ou au moins la Convention.
C’est pourquoi je pense qu’il est souhaitable de suivre ces propositions, qui finalement sont l’écho de tout ce que l’on a entendu ici, et qu’il n’est pas possible de suivre ce que nous demande Scholtès, à savoir un représentant par fédération. Je le demande dans un souci d’efficacité.

La présidente - Est-ce que Scholtès maintient sa proposition ?

Scholtès - Oui, oui.

La présidente - Alors, camarades, je vous demande de voter sur la proposition de Scholtès, après avoir entendu Pierre Mauroy.
Ceux qui sont partisans d’adopter la proposition de Scholtès le manifestent en levant leur mandat rouge.
11.
Avis contraires ?
Il y a une majorité contre.
Je vous donne maintenant lecture de la liste des membres de la Commission des résolutions, pour le courant 1. Cette liste, vous le constaterez, est longue puisque la Commission des résolutions va travailler en sous-commissions selon le nombre de points qui sont à débattre.
(lecture de la liste des membres de la Commission des résolutions pour le courant 1)
Georges Sarre va vous lire maintenant la liste pour le courant 2.

Georges Sarre - (lecture de la liste des membres de la Commission des résolutions pour le courant 2)

Fondation Jean Jaurès

La présidente - La réunion de la Commission des résolutions a lieu au 2ème bureau de l'Assemblée.
La reprise de la séance est à 15 heures. Les camarades qui seraient obligés de partir laissent leur mandat.

Coll. Fondation Jean-Jaurès